



Québec, Canada: Manifestation en solidarité avec le mouvement de révolte populaire en Haïti

Le gouvernement canadien doit cesser de soutenir le président haïtien Jovenel Moïse

Par [Marie Dimanche](#), [Frantz André](#), et [Yves Engler](#)

Mondialisation.ca, 15 novembre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [Le Canada](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [HAÏTI](#)

Des manifestants ont récemment lancé un cocktail Molotov et ont enflammé des pneus devant l'ambassade du Canada à Port-au-Prince. Lors d'un autre rassemblement, des manifestants ont jeté des pierres sur la représentation diplomatique du Canada en Haïti et un manifestant a été filmé tenant une pancarte disant: « Fuck USA. Merde la France. Fuck Canada. »

Bien que troublantes pour la plupart des Canadiens, ces actes reflètent la colère d'un peuple appauvri qui en a marre que des gouvernements étrangers gèrent ses affaires.

Depuis plus d'un an, les Haïtiens se sont engagés dans un remarquable soulèvement populaire contre un président corrompu et répressif soutenu par des étrangers. Depuis septembre, les écoles et les entreprises de Port-au-Prince ont été en grande partie fermées dues à des manifestations contestant le président, le racisme et les inégalités économiques. Les Haïtiens rejettent aussi la politique étrangère du Canada.

Jovenel Moïse demeure président car il bénéficie du soutien d'Ottawa, de la France, de Washington et d'autres membres du soi-disant « Core Group ». Le Canada fournit au président impopulaire un important soutien financier, diplomatique et policier.

Au cours des 15 dernières années, les Haïtiens ont de plus en plus identifié le Canada parmi les étrangers qui ont un poids historique important sur le pays. Le 31 janvier 2003, Ottawa a organisé une réunion secrète - révélée par l'éminent journaliste québécois Michel Vastel - pour discuter de l'avenir d'Haïti. Aucun représentant haïtien n'a été invité au sommet où des hauts responsables américains, canadiens, français et de l'Organisation des États américains ont discuté du renversement du président élu, Jean-Bertrand Aristide, de la mise sous tutelle internationale du pays et de la résurrection de la redoutée armée d'Haïti.

13 mois après cette réunion, les États-Unis, la France et le Canada ont renversé Aristide. Durant les deux années suivantes, ils ont imposé un gouvernement responsable de milliers de morts. Le coup d'État a également inauguré une force militaire des Nations Unies qui en déversant ses défécations dans les cours d'eaux, sans ménagement, a provoqué une épidémie de choléra qui a coûté la vie à 10 000 personnes.

Suite au tremblement de terre meurtrier de 2010, les dirigeants canadiens ont poursuivi

leur programme inhumain et antidémocratique. Selon des documents internes du gouvernement que la presse canadienne a examiné un an après la catastrophe, des responsables à Ottawa craignaient qu'un vide du pouvoir après le séisme ne conduise à un « soulèvement populaire ».

Une note d'information « secrète » a expliqué: « La fragilité politique a accru les risques d'un soulèvement populaire et a alimenté la rumeur selon laquelle l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, actuellement en exil en Afrique du Sud, souhaite organiser un retour au pouvoir. »

Les documents expliquent également l'importance de renforcer la capacité des autorités haïtiennes à « contenir les risques d'un soulèvement populaire ». Pour contrôler la population traumatisée et souffrante d'Haïti, 2 050 soldats canadiens ont été déployés aux côtés de 12 000 soldats américains et de 1 500 soldats de l'ONU (8 000 étant déjà sur place).

Un an après le tremblement de terre, les États-Unis et le Canada ont forcé le candidat à la présidence, Michel Martelly, de la troisième place du scrutin à la position de tête d'une élection dont le parti d'Aristide a été bloqué. Martelly est le mentor de Moïse, figure centrale du scandale de corruption de plusieurs milliards de dollars que les récentes manifestations dénoncent sans relâche.

Il n'est pas étonnant que les Haïtiens soient en colère contre le gouvernement canadien.

Cependant, une autre position canadienne est également proposée. Le 31 octobre, l'Assemblée nationale du Québec a approuvé à l'unanimité une motion affirmant « notre solidarité sans réserve envers le peuple haïtien et son désir de trouver une société stable et sûre ». Elle exhorte « le soutien à toute sortie pacifique et démocratique de la crise émanant d'acteurs de la société civile haïtienne . »

Une semaine plus tôt, la Concertation pour Haïti, un collectif d'ONG et de syndicats du Québec, avait appelé « le Canada à faire le bon choix et à user de son influence au sein de la communauté internationale pour appuyer » une transition présidentielle.

La semaine dernière, David Suzuki, Amir Khadir, Roger Waters, Maude Barlow, Yann Martel et plus de 100 autres écrivains, musiciens, activistes et professeurs ont signé une lettre ouverte invitant le gouvernement canadien à cesser de soutenir un président haïtien corrompu, répressif et illégitime.

Le 17 novembre, Solidarité Québec-Haïti organise une manifestation en solidarité avec le mouvement de révolte populaire en Haïti.

Rejoignez-nous!

Marie Dimanche, Frantz André et Yves Engler

Marie Dimanche est la fondatrice de Solidarité Québec-Haïti #Petrochallenge 2019. **Frantz André** est membre de Solidarité Québec-Haïti et représente aussi le Comité d'action des personnes sans statut. **Yves Engler** est membre de Solidarité Québec-Haïti et auteur de 10 livres.

Articles Par : [Marie
Dimanche, Frantz André,
et Yves Engler](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca